



Mission régionale d'autorité environnementale

Normandie

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale quant à la réalisation d'une évaluation environnementale relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Bougy (Calvados) dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création d'une canalisation de transport de gaz entre les communes d'Ifs et de Monts-en-Bessin**

N°2017-2326

**Décision**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R. 104-28 à R. 104-33 du code de l'urbanisme**

**La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Normandie,**

**Vu** la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-2 à L. 104-3, R. 104-1 à R. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 à R. 104-33 ;

**Vu** le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

**Vu** le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

**Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

**Vu** les arrêtés du 12 mai 2016 modifié et du 5 mai 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2326 relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bougy dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création d'une canalisation de transport de gaz entre les communes d'Ifs et de Monts-en-Bessin, transmise par le préfet du Calvados, reçue le 16 octobre 2017 et dont le contenu est considéré suffisant au regard de l'article R. 104-30 du code de l'urbanisme ;

**Vu** la contribution de l'Agence régionale de santé de Normandie en date du 7 novembre 2017, consultée le 17 octobre 2017 ;

**Vu** la contribution de la Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados en date du 6 novembre 2017, consultée le 17 octobre 2017 ;

**Considérant** que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Bougy, dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création d'une canalisation de transport de gaz entre les communes d'Ifs et de Monts-en-Bessin, relève du 1° de l'article R.104-8 du code de l'urbanisme et qu'à ce titre l'évolution envisagée du document d'urbanisme fait l'objet d'une évaluation environnementale s'il est établi, après un examen au cas par cas, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

**Considérant** que le projet porté par GRTgaz consiste à creuser une tranchée longue de 11 à 19 kilomètres selon qu'elle reliera la commune d'Ifs à celle de Gavrus (hypothèse courte) ou la commune d'Ifs à celle de Monts-en-Bessin (hypothèse longue), à mettre en fouille une canalisation de transport de gaz DN400 d'un

diamètre externe de 406,4 mm puis à remblayer la tranchée ; qu'un certain nombre de voies de déplacement ainsi que les deux cours d'eau de l'Orne et de l'Odon seront traversés en sous-œuvre, c'est-à-dire par la réalisation d'un forage dirigé passant sous ces éléments ;

**Considérant** que les conséquences durables du projet devraient consister en la création de servitudes d'utilité publique liées, d'une part, au risque inhérent au transport de matières dangereuses et, d'autre part, à l'entretien de la canalisation ; que cette dernière se matérialisera par une bande *non aedificandi* et *non sylvandi* de 8 mètres de large sur laquelle aucune construction ne pourra être réalisée et où les plantations seront sujettes à conditions de taille et de façon ;

**Considérant** que sur le territoire de la commune de Bougy, la canalisation de gaz, représentant un linéaire total d'environ 2 000 mètres, sera implantée en milieu agricole et traversera, outre des parcelles cultivées ou en herbe, trois haies classées au titre de l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme dont le déclassement en raison du projet de canalisation entraîne la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune faisant l'objet de la présente décision ;

**Considérant** que les modifications qu'il est nécessaire d'apporter au document d'urbanisme consistent en :

- l'interruption, dans le règlement graphique, du linéaire d'espaces boisés classés des trois haies suscitées au passage de la canalisation ;
- l'ajout, au règlement écrit, de dispositions permettant les exhaussements et affouillements liés à l'installation de la canalisation dans les secteurs concernés par le projet ;

**Considérant** que le déclassement pour abattage des haies contrevient aux orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD) de la commune de Bougy, notamment celle visant à assurer la protection du site de la vallée de l'Odon ; qu'en outre, l'impact de la servitude sur ces haies, qui demeurera permanent du fait de l'interdiction de replanter, sur une bande de 8 mètres, des arbres ou arbustes de plus de 2,7 mètres de jet, semble pouvoir être évité en les contournant par le sud sur une centaine de mètres, sans qu'il soit porté atteinte à d'autres éléments d'intérêt écologique, paysager ou patrimonial ;

**Considérant** que le déclassement de près de 220 m<sup>2</sup> de haies classées pour leur abattage est susceptible d'avoir une incidence sur la faune et la flore, y compris des espèces protégées, l'écoulement des eaux, les paysages, ainsi que sur les continuités écologiques que représentent ces ensembles végétaux ;

**Considérant** dès lors, au vu de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, que la présente mise en compatibilité du PLU de Bougy dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création d'une canalisation de transport de gaz entre les communes d'Ifs et de Monts-en-Bessin apparaît susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bougy dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création d'une canalisation de transport de gaz entre les communes d'Ifs et de Monts-en-Bessin (Calvados) **est soumise à évaluation environnementale.**

### **Article 2**

La présente décision, prise en application des articles R. 104-28 à R. 104-33 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives ou avis auxquels la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme peut être soumise et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets compatibles avec le document d'urbanisme peuvent être soumis.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Rouen, le 7 décembre 2017

La mission régionale d'autorité  
environnementale, représentée par sa présidente



Corinne ETAIX

**1. Pour les décisions soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.** Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. **Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.**

=> Le recours administratif préalable peut prendre la forme de :

- un recours gracieux, adressé à :

Madame la présidente de la MRAe Normandie  
Cité administrative,  
2 rue Saint-Sever  
76032 Rouen cedex

- un recours hiérarchique, adressé à :

Monsieur le ministre de la Transition écologique et solidaire  
Ministère de la Transition écologique et solidaire  
Hôtel de Roquelaure  
244 Boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS

=> Le recours contentieux doit être adressé à :

Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76000 ROUEN

(Délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

**2. Pour les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours. Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**